



Communiqué de presse

Luxembourg, le 16 novembre 2015.

Examen annuel de la croissance 2016 : priorité à une Europe qui favorise une économie durable, des emplois de qualité et la justice sociale

En vue de la publication du prochain Examen annuel de la croissance (EAC) 2016, au mois de novembre, les syndicats OGBL et LCGB ont saisi l'occasion pour présenter les principales revendications syndicales dans ce contexte.

L'OGBL et le LCGB déplorent que la politique de la Commission persiste dans la poursuite d'une politique coordonnée d'austérité fiscale, présentée sous forme d'« assainissement budgétaire axé sur la croissance », et qui est toujours accompagnée d'un programme de déréglementation salariale et sociale dans les Etats-membres.

La politique menée par la Commission mène l'Europe vers une relance précaire

Cette politique entrave la reprise économique de l'Europe et ignore les priorités sociales. La soi-disante « croissance » générée par cette politique et qui s'observe depuis le milieu de l'année 2013 est pourtant très loin de son niveau d'avant-crise. L'analyse du schéma de relance montre que celle-ci s'appuie principalement sur la reprise des exportations européennes, remettant sérieusement en question l'idée que les Etats-membres souffrent d'un manque de compétitivité. La demande de consommation de même que l'investissement ne montrent toujours pas de signe concret de reprise. En dépit de cette relance tout à fait précaire, la Commission refuse toujours de reconnaître que sa politique d'austérité et de réformes structurelles ne porte pas ses fruits, au contraire, elle a un effet désastreux sur l'emploi et la situation sociale des Etats membres de l'UE. Pour de nombreux travailleurs, la qualité du travail disponible se dégrade et les relations de travail précaires, comme les contrats zéro heure et les faux emplois indépendants, sont en augmentation tout comme le sont le sous-emploi sous forme de travail à temps partiel involontaire et la surqualification.

Il ne peut y avoir de reprise durable sans plan d'investissement renforcé

L'attention accordée à l'investissement dans l'EAC 2015, ainsi que le plan Juncker d'investissement, sont autant de pas dans la bonne direction mais restent cependant bien en deçà des attentes syndicales pour obtenir une forte croissance structurelle. Le plan d'investissement « Une nouvelle voie pour l'Europe » de la CES, propose un investissement annuel de 2% du PIB pour les dix prochaines années, avec des investissements qui ne se basent pas uniquement sur les fonds privés, comme le privilégie la Commission, mais aussi sur l'investissement public. Les projets d'investissements qui seront financés par l'actuel plan d'investissement de la Commission, doivent accorder la primauté aux projets à forte valeur sociétale, qui renforcent le capital humain, de même que la transition vers une économie plus verte.

L'acquis social européen doit être au centre de la politique européenne contre les pratiques de travail précaire



Mais un plan d'investissement à lui seul ne suffira pas à obtenir une relance auto-entretenue. L'EAC 2016 doit également poser comme priorité clé la création d'emplois de qualité, bien rémunérés et aux contrats de travail stables.

Pour obtenir une croissance forte, l'EAC 2016 doit mettre l'accent sur le développement des compétences et la formation de la main-d'œuvre, soutenir le processus d'innovation ainsi que la transition vers une économie verte et sobre en carbone. C'est une erreur fondamentale de penser pouvoir améliorer l'accès à la formation et le développement de pratiques de travail innovantes en rendant précaires tous les contrats de travail. L'OGBL et le LCGB s'opposent à ce que la précarité devienne la norme et soutiendront uniquement les politiques qui auront un résultat positif pour la société et les travailleurs.

La dimension sociale doit enfin avoir sa place pleine et entière aux côtés de la gouvernance économique

Il est urgent de sauvegarder la fragile reprise économique et de la transformer en relance « structurelle ». L'EAC 2016 doit pour cela fixer une nouvelle voie pour l'Europe, en donnant priorité à un plan européen d'investissement solide et ambitieux, ainsi qu'à un agenda qui favorise les emplois de qualité et en reconnaissant le rôle des salaires comme moteur pour la demande, l'investissement et l'emploi.